

Scandale HP : une nouvelle tête tombe

L'affaire des écoutes illégales d'HP fait une nouvelle victime. Après le limogeage de Patricia Dunn, la présidente du conseil d'administration, c'est au tour de la directrice juridique de faire les frais de ce scandale.

Mise en cause dans cette affaire d'espionnage de journalistes par le groupe informatique, elle a démissionné avec effet immédiat. Elle était dans le groupe depuis 24 ans.

« Démissionner a été une décision très difficile pour elle, mais ce faisant elle a placé les intérêts d'HP au-dessus des siens et cela doit être souligné », déclare Mark Hurd, le directeur général du groupe américain, dans un communiqué.

Ce dernier, qui a pourtant reconnu son implication dans l'emploi de méthodes douteuses pour repérer les fuites dans son groupe (l'envoi de faux e-mails), s'accroche solidement à son fauteuil.

Un membre du conseil d'administration a même déclaré que le directeur général bénéficiait du soutien entier du conseil et que la question de sa démission éventuelle n'avait pas été évoquée.

Pour autant, l'affaire est loin d'être terminée. Plusieurs dirigeants du groupe seront entendus ce jeudi par la sous-commission de l'Energie et du Commerce de la Chambre des représentants.

L'audience a pour but d'obtenir des témoignages sur la façon dont des enquêteurs engagés par la direction du groupe se sont procurés des relevés téléphoniques de membres du conseil d'administration, d'au moins deux salariés et de journalistes.

Par ailleurs, HP fait l'objet d'une enquête du département de la Justice, du procureur général de Californie et du gendarme de la Bourse, la SEC.

Des têtes pourraient encore être coupées, notamment celle de Bob Wayman (le directeur financier) qui « disposait de l'autorité ultime sur toutes les ressources impliquées dans la sécurité et les investigations » du groupe, a déclaré Patricia Dunn.